

Dimensions politiques et économiques de la persistance des groupes armés et de l'insécurité au Nord-Kivu (République Démocratique du Congo)

Par

Albéric Kambale Mukwemulere¹

Date of Submission: 13-03-2023

Date of Acceptance: 28-03-2023

I. INTRODUCTION

Tous les États modernes, à travers le monde, visent l'intérêt général. La réalisation de cette mission nécessite une administration efficace. Cela revient à dire que cette dernière a une triple obligation. Elle doit assurer les tâches régaliennes de l'État ci-après synonymes de puissance publique : la défense nationale, l'ordre public, la sécurité des personnes et des biens, la justice, la monnaie, la fiscalité, la diplomatie. Elle doit mettre à la disposition des citoyens membres de la communauté nationale des biens et services dont ils ont besoin pour leur bien-être matériel et leur épanouissement moral et intellectuel. Elle doit également favoriser l'exercice effectif par les citoyens, des libertés publiques fondamentales.

L'État, à travers son instrument de *puissance publique*² se voit accordé une mission originale qui consiste à assurer l'ordre public ainsi que la sécurité des personnes et de leurs biens. Il sanctionne toute action de nature à perturber la quiétude sociale en ce sens que la paix, la sécurité et le développement sont des facteurs intimement liés sans lesquels l'homme ne saurait réaliser son épanouissement.

Toutefois, les questions sécuritaires préoccupent les gouvernements du monde qui ne cessent de prendre des mesures conséquentes. Les rôles et les responsabilités entre tous les acteurs de la sécurité s'imposent de telle sorte que la sécurité devienne un facteur déterminant du développement. En effet, dès la première guerre mondiale, il s'est produit des actes de nature à rendre certaines zones de la planète invivables. Ce faisant, les violences et l'insécurité des années 1990 ont fragilisé et précarisé le monde. En plus, les événements contre le World Trade Center de New York, le 11 septembre 2001, la gare de Madrid, le 11 mars 2004, le métro de Londres, les 7 et 21 juillet 2005 et conséquemment, la guerre déclenchée par l'Occident contre les réseaux terroristes, a conféré à la sécurité une place prépondérante dans les relations internationales. Ces périls n'épargnent ni les États ni les individus, particulièrement en Afrique.

Dans la mesure où il revient à chaque État d'assurer les tâches régaliennes parmi lesquelles la sécurité des personnes et de leurs biens, il semble évident que la bonne gouvernance politique est un réel gouvernail et régulateur du système État. Dans le cas de la RDC, les nombreuses distorsions de la gouvernance politique ont mené le pays vers la fragilité. Ce que Ira William Zartman³ définit par la *faillite de l'État*.

¹ Chef de Travaux à l'Université de Goma (UNIGOM) au Nord-Kivu et doctorant à l'Université Officielle de Bukavu (UOB) au Sud-Kivu en République Démocratique du Congo (RDC).

²Nicolas Kada et Martial Mathieu, *Dictionnaire d'Administration publique*, Collection Droit et Action publique, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, 2014. Lire aussi Sophie Nicinski, Jean-Louis Autin, Gilles Daray et Patrice Duran, *La puissance publique*, Actes du colloque de Grenoble, Éd. Lexis Nexis, Grenoble, 2012, p.123.

³Pour William Zartman, la faillite de l'État se traduit par la perte de contrôle de l'espace politique et économique.

Ainsi, l'appliquant justement à la Somalie (en 1995), il parle de *collapsed state* (État effondré) pour traduire la perte de contrôle de l'espace politique et économique. Lire aussi : Sonia Le Gourielle, « La menace stratégique des États faibles : quand les faits relativisent la théorie », In *Note de recherche stratégique n°18*, IRSEM, Paris, 2001, pp.1-10

Depuis son indépendance acquise en 1960, la RDC n'échappe pas à cette réalité des violences armées. Elle évolue dans une configuration conflictuelle aussi menacée par une forte revendication démocratique de la part du peuple. Les Provinces de l'Est de la RDC sont restées, pendant longtemps, confrontées à la persistance de l'insécurité, avec comme corollaire la détérioration sans cesse croissante des conditions de vie des populations. Particulièrement au Nord-Kivu, on peut lire des affrontements interethniques, l'activisme ainsi que la prolifération des groupes armés dans plusieurs coins et recoins de la Province.

En outre, une étude publiée en 2015 par le Groupe d'Étude sur le Congo (GEC), un projet de recherche du centre de coopération internationale de l'Université de New York, fait état du morcellement de ces groupes⁴ pour passer d'une vingtaine en 2008 à plus de 70 ultérieurement.

Dans le contexte de cette dissertation, la faillite de l'État est la phase terminale d'une série de distorsions qui ont en sourdine travaillé dans une longue durée, et même parfois de manière brutale la gouvernance politique congolaise. Ainsi les graves distorsions ont précipité l'État congolais vers sa faillite.

Cette logique a favorisé l'irruption d'une série des rébellions depuis 1993. D'après Nissé Nzereka Mughendi⁵ :

« La faible intégration de l'État Congolais, à travers ses trois dimensions (spatiale, socioculturelle et par rapport à la modernité) fait le lit des guerres en RDC. En effet, le Gouvernement Congolais a tenté des mesures de réajustement économique notamment à travers le Document des Stratégies de Réduction de la Pauvreté (DSRP), des opérations militaires avec des armées professionnelles bien équipées notamment celles de la MONUSCO et de la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe SADC ainsi que des ballets diplomatiques de haut niveau qui n'ont pas réussi à enrayer l'activisme des groupes armés ».

La paix et la sécurité restent un besoin urgent ressenti, face aux diverses violations et menaces dont sont victimes les populations de l'Est de la RDC, en général, et du Nord-Kivu, en particulier, qui voudraient assister à la restauration de la paix par l'affaiblissement des groupes armés et d'autre forme de banditisme dans cette zone.

Cette recherche est partie de la curiosité de l'émergence des groupes armés locaux et étrangers (Maimai, Nyatura, FDLR, ADF/NALU) et celles des armées nationales étrangères surtout des pays limitrophes de l'Est de la RDC sous prétexte du droit de poursuite (allusion faite à l'Ouganda et au Rwanda). Cette réalité suscite ainsi en nous une interrogation, celle de savoir comment les dimensions politique et économique participent-elles à la persistance des groupes armés au Nord-Kivu? Les groupes armés sont actifs, contrôlent les territoires et exploitent leurs ressources. Ce qui semblerait motiver leur persistance prolifique en dépit des efforts du gouvernement pour la paix et la sécurité au Nord-Kivu. Autrement dit, estimons-nous que la quête de positionnement politique, administratif et militaire au niveau tant local, provincial que national, le contrôle des espaces et de leurs ressources justifient la persistance des groupes armés et de l'insécurité au Nord-Kivu.

Pour analyser les données, nous avons opté pour la méthode de *l'histoire immédiate* (ou histoire du temps présent) de Benoît Verhaegen⁶. L'histoire immédiate⁷ a pour objet la connaissance scientifique des

⁴À ce sujet, le GEC (Groupe d'Études sur le Congo) écrit : « dans la première décennie ayant suivi la prise de Pouvoir par le président Joseph Kabila, plusieurs groupes ont abandonné la lutte armée en échange d'une intégration de leurs combattants ou commandants au sein de l'armée régulière ou la police. Mais depuis l'adoption de la loi de réforme de l'armée de 2011, Kinshasa refuse de tels arrangements. La fragmentation de ces principaux groupes armés, la persistance des conflits interethniques, la tension avec des pays limitrophes, la crise politique ainsi que le trafic illicite des minerais, sont les principaux facteurs qui expliquent la prolifération de ces groupes armés, selon plusieurs rapports concordants. Cet état de choses est un facteur des guerres ou des conflits armés intra et inter groupes jusqu'à provoquer des fragmentations ».

⁵Nissé Nzereka Mughendi, *Les déterminants de la paix et de la guerre au Congo-Zaïre*, éd. P.I.E. Peter Lang, Bruxelles, 2011, p.363.

⁶Benoît Verhaegen, *Introduction à l'histoire immédiate*, Duculot, Gembloux, 1974, pp. 69-82. D'après lui, le terme *immédiat* ne doit pas être entendu dans le sens chronologique de récent, d'actuel ou instantané ; il qualifie les médiations entre le sujet et l'objet de la connaissance. Le caractère

immédiat de la connaissance ne supprime pas toutes médiations entre les deux, signifie qu'elles sont réduites au maximum et dialectisées.

⁷L'objectif essentiel de la méthode de l'histoire immédiate est précisément d'associer les hommes qui font l'histoire à la connaissance de leur histoire afin qu'ils comprennent ce qui est en jeu dans les événements qu'ils vivent et dans les actes qu'ils posent et qu'ils agissent en fonction de cette connaissance permanente du présent.

sociétés contemporaines dans la mesure où celles-ci sont en crise et engagées d'une manière de plus en plus consciente dans la transformation pratique de leurs conditions d'existence.

Pour nous permettre de récolter les données factuelles, nous avons fait recours à la technique d'échantillonnage. Compte tenu de l'impossibilité d'atteindre toute la population concernée par l'étude et pour contourner cette contrainte méthodologique, nous avons ainsi constitué un échantillon de 319 individus par un choix raisonné parmi les 229 hommes soit 71,8% et 90 femmes soit 28,1%. Le nombre élevé d'enquêtés de sexe masculin se justifie par le fait que les femmes sont moins actives au sein des structures ayant été contactées pour nous renseigner sur l'objet sous examen.

Cette étude décrypte les dimensions politiques et économiques de la persistance des groupes armés au Nord-Kivu depuis le 24 avril 1990 jusqu'en décembre 2022. Outre l'introduction et la conclusion, elle s'articule sur deux facteurs à savoir politique et économique de la persistance des groupes armés.

II. FACTEURS DE LA PERSISTANCE DES GROUPES ARMÉS AU NORD-KIVU

Tableau 1. Déterminants des liens entre le mode de gouvernance politique et l'inefficacité de l'action publique contre les groupes armés et l'insécurité au Nord-Kivu

<i>Déterminants</i>		<i>Fréq.</i>	<i>%</i>	<i>Effectifs</i>	<i>%</i>
Facteurs politiques (Partage du pouvoir et positionnement socio-politique, administratif et militaire)	Groupes armés comme filières de positionnement socio-politique	66	38,6	171	100
	Positionnement et représentation géopolico-ethnique	47	27,5		
	Accords de partage du pouvoir ou d'infiltration de l'État	39	22,8		
	Conflit foncier et du pouvoir local/coutumier	19	11,1		
Facteurs économiques)	Occupation des espaces et exploitation des ressources/richesses	93	62,8	148	100
	Réseaux de trafic mafieux, commercialisme militaire et insécurité internationalisée	55	37,2		
Total/Réponses		319	///////	319	~100

Source: Enquête septembre 2021.

De ce tableau, il ressort que deux facteurs entretiennent la persistance des groupes armés au Nord-Kivu notamment politiques et économiques.

II.1. FACTEURS POLITIQUES : entre autodéfense locale et positionnementsociopolitique au Nord-Kivu

Parmi les explicatifs qui fondent la persistance des groupes armés figure le facteur politique⁸, situation évoquée par une fréquence de 171 enquêtés soit 100% du total de réponses des répondants en (Voir tableau 1). La satisfaction d'un besoin sociopolitique de *libido dominandi* (du pouvoir) est à considérer comme un des facteurs majeurs de la persistance prolifique des groupes armés. Cette dimension sera axée sur les groupes

⁸Fweley Diangitukwa, *Qu'est-ce que le pouvoir ?*, L'Harmattan, Paris, 2004, pp.59-60. Faisant référence aux instruments du pouvoir, il estime que les gens cherchent le pouvoir pour plusieurs raisons mais principalement pour les raisons suivantes:

- Soulager l'intérêt personnel qui peut être égoïste (Cf. Max Weber, *Le savant et la politique*, Paris, Plon, Coll. 10/18, 1959 et Union Générale d'Édition, 1963, p.137 : il y a deux façons de faire de la politique. Ou bien on vit pour la politique, ou bien de la politique. Celui qui voit dans la politique une source permanente de revenu vit de la politique et que dans le cas contraire, il vit pour elle) ;
- Partager les valeurs personnelles de progrès (qu'elles soient religieuses, sociales, scientifiques etc.) ;
- Obtenir le concours pour faire triompher l'intérêt général ;
- Agir et modifier le comportement de l'autre pour atteindre un objectif précis (il s'agit du pouvoir relationnel) ;
- Conduire la cité (il s'agit du pouvoir politique) et faire triompher l'intérêt général.

armés comme filières de positionnement, administratif et militaire ; la représentation politique et ethnique, enfin, sur les accords de partage du pouvoir comme mode d'infiltration de l'État.

II.1.1. GROUPES ARMÉS : filières de positionnement socio-politique, administratif et militaire

En fait, les groupes armés sont actuellement de véritables filières de positionnement socio politique, administratif et militaire. Dans ce contexte, la fabrication des conflits et des guerres est une ressource de positionnement politique au Nord-Kivu. Une tendance soutenue par une fréquence de 66 enquêtés soit 38,6% du nombre total de réponses ((Voir tableau 1).

Tout le monde semble unanime que la quasi-totalité de membres des gouvernements qui se sont succédés en RDC, dès 1997 à 2018, ont un certain passé dans des groupes armés, milices et/ou mouvements politico-militaires en R.D.C. Ils sont souvent bénéficiaires officiels de leurs actions belligérantes réalisées. Il faut, ici, rappeler les mouvements politico-militaires notamment l'AFDL, le R.C.D (Goma, National et K-ML), les groupes armés signataires de l'Accord Global et Inclusif de Pretoria ; le CNDP et les groupes armés ayant participé à la Conférence sur la paix, la sécurité et le développement du Nord et Sud-Kivu. Pour mieux se positionner, les tenants de ces groupes optent stratégiquement pour la mutation pure et simple de leurs mouvements militaires à « partis politiques » en contre partie de la pérennité des postes (politiques, administratifs et militaires).

Par ailleurs, l'ONG Groupe d'Appui-Conseil au Développement Endogène « GRACE »⁹, en abondant dans le même sens que nos répondants a attiré l'attention en démontrant que les hommes politiques aux affaires ou avides du pouvoir ont par moment et par endroit allumé des foyers de tension pour se maintenir ou accéder au pouvoir depuis qu'a été déclenché le processus de démocratisation de la vie politique, économique et sociale en RDC. Ce constat a été aussi prouvé par Paul Mathieu et Jean-Claude Willame¹⁰ pour qui, certains chefs de partis politiques à caractère fédéral (cas de l'UFERI), pour faire accepter ce dernier dans le milieu rural du Nord-Kivu, promettaient aux Bahunde et aux Nyanga qu'ils les aideraient à se débarrasser des immigrés rwandais occupant leurs terres s'ils votaient pour eux.

La belligérance est, ainsi, une ressource non moins négligeable de positionnement politico-administratif et militaire. La participation dans les conflits ethniques, dans les milices et dans les mouvements politico-militaires (guerres de libération et de rectification) a permis à certains membres des groupes armés du Nord-Kivu d'occuper des fonctions publiques alléchantes au niveau local, provincial et national. À titre illustratif au niveau provincial:

Tableau 2. Quelques personnalités à la tête de la Province du Nord-Kivu à l'époque du RCD-Goma et du RCD/KML (1996 à 2006)

Mouvement politico-militaire	Chef lieu	Gouverneur		Vice-Gouverneur Administration		Vice-Gouverneur Finances		Directeur de Province
AFDL (1996-1998)	Goma	Léonard Kanyamuhanga Gafundi (Tutsi)		Balume Tusi (Hunde)				Athanase Kahanya Kimuha Tasi (Nande)
RCD-Goma (août 1998-2003)	Goma	Léonard Kanyamuhanga Gafundi	Tutsi	Balume Tusi	Hunde	Athanase Kahanya Kimuha Tasi (Nande)
		Eugène Serufuli Ngayabas eka	Hutu	Shomwa Mongera	Temb o	Raymond Muhima Salumu	Hunde	
RCD-KML (1999-2003)	Beni	Kayisavira Mbake	Nande	Taghoya Weilambula	Nande	Malihase me Jean	Nyanga	Raphael Katimba Wasikakulya (Nande)

⁹GRACE asbl, *Le Nord-Kivu (Zaïre) à feu et à sang par des conflits interethniques : informations générales et pistes de solutions*, Goma, Juin 1993, p.3.

¹⁰Paul Mathieu et Jean-Claude Willame, *Conflits et guerres au Kivu et dans la région des Grands-Lacs. Entre Tensions locales et escalade régionale*, L'Harmattan, Paris 1999, p.55.

		Sikulivasa ka Makala	Nande	Taghoya Weilambula	Nande	Kolosso Sumaili	Rega	Raphael Katimba Wasikaku (Nande)
Réunificatio n de la Province	Goma	Eugène Serufuli Ngayabas eka	Hutu	Bakungu Mitondeke*	Hunde	Kayisavir a Mbake	Nande	Athanase Kahanya
				BalumeTusi *	Hunde	Kayisavir a Mbake	Nande	Kimuha Tasi Nande

Légende :

* : *issus de la Composante ex-Gouvernement dans le Dialogue Inter Congolais de Sun City Cf. Accord Global et Inclusif de Pretoria*

Source : Notre observation et compilation des données de terrain

Ce tableau renseigne sur la configuration politico-ethnique de l'exécutif dans la Province du Nord-Kivu bipolarisé pendant la guerre dite de libération et l'autre dite de rectification. La belligérance a toujours été une filière non négligeable pour se positionner dans les institutions politico-administratives du local au national. Cette pratique est devenue courant depuis les guerres dites de libération et de rectification.

Consécutivement, il faut retenir que le domaine des groupes armés ou des mouvements politico-militaires est une ressource non négligeable de positionnement dans l'arène politico-administratif aux niveaux tant central que provincial et local. L'histoire du Nord-Kivu de 1990 à 2010 semble le prouver tellement que nombreuses autorités politiques et même administratives avaient gagné des postes à travers la pratique des conflits armés ou des guerres comme l'ont indiquée le tableau et commentaires supra.

Toujours au Nord-Kivu, certains dirigeants enracinent leur rôle grâce aussi à l'entretien des milices tribales et armées qui sont devenues des véritables ressources et/ou outils renforçant leur positionnement politique. Les élections générales de 2011 accélèrent cette dynamique dans la mesure où certains hommes politiques recoururent aux groupes armés pour obtenir un soutien électoral afin de maintenir leur influence. Typique est l'exemple des élections législatives (nationales) dans le Masisi où étaient signalées les intimidations par des hommes armés au profit des Hutu et Tutsi qui avaient bénéficié de tous les sièges au détriment des Hunde se considérant comme majoritaire dans ce territoire avec comme conséquence : leur absence représentative au parlement durant toute la législature de 2011 à 2018.

En outre, la curiosité reste également de savoir comment les représentants des quotas rebelles, une fois au gouvernement, se comportent face à leurs anciennes structures politiques et les exigences du pouvoir d'État. N'est-ce pas bien une situation dilemmatique qui risquerait de le conduire vers une hypocrisie fonctionnelle de servir le gouvernement dont il est membre et la rébellion dont il est le produit. D'où une attitude de navigation, un retour circulaire qui est susceptible d'une mobilité du combattant. Ce cordon ombilical entre les groupes armés et certaines autorités politiques (anciens de ces mouvements et analogues) peut, certainement, pénaliser l'équilibre des finances publiques par un détournement du Trésor Public dans le sens d'appui matériel et financier. Nous faisons référence aux unités « d'auto-défense populaire » ayant existé au Nord-Kivu sous l'appellation commune de « Locals defenses », milice en majorité Hutu, qui opérait dans la ville de Goma, en Territoires de Rutshuru, Masisi et Nyiragongo. Cette milice était considérée servir spécialement les intérêts Hutu, initiative encouragée, à l'époque, par certaines autorités provinciales du Nord-Kivu. Même cas, les représentants (politiques ou militaires) du CNDP qui circule de la vie rebelle à la vie politique ou militaire pour déboucher dans le M23. Comme tels sont les cas multivisages, les groupes survivent et persistent.

Faisant référence à l'Entité mai-mai du Nord-Kivu lors de l'AGI, ses représentants avaient pris part à la rencontre préparatoire du Dialogue Inter-congolais à Gaborone, notamment Lafontaine Paluku Sikuli et qu'un autre chef de la même composante jadis opérant dans le Territoire de Lubero et de Beni, à savoir Monsieur Fabien Mudohu a été désigné Sénateur pour le compte du RCD-KML qui fait tout pour aspirer les mai-mai dans sa zone d'influence politico-administrative. En outre, beaucoup d'anciens mouvements politico-militaires et/ou groupes armés se sont mués en partis politiques. La quasi-totalité d'hommes politiques congolais originaires du Nord-Kivu se sont servis des mouvements politico-militaires et/ou groupes armés comme tremplins pour accéder aux affaires dans l'arène politique. La belligérance a toujours été une filière non moins négligeable pour se positionner dans les institutions politico-administratives du local au national. Cette pratique est devenue courante depuis les guerres dites de libération et de rectification. Il y a, ainsi, lieu d'affirmer que ceux qui avaient pris les armes pour opérer la RDC en plusieurs micro-États¹¹ ont été primés

¹¹ Cf. Théorie de l'État archipel. Un État archipel selon le géographe Roland Pourtier c'est un territoire où la présence effective de l'État se réduit à quelques poches ; la continuité géographique se combine ainsi avec une discontinuité étatique de sorte qu'émergent des structures para publiques à l'initiative d'acteurs privés telles les églises qui pallient partiellement aux déficiences de l'État. Dans le cadre de

d'avantage par l'Accord Global et Inclusif¹² en leur offrant des postes alléchants dans les institutions de la transition (2002-2006) au niveau tant local, provincial que national.

II.1.2. POSITIONNEMENT ET RÉPRÉSENTATION POLITICO-ETHNIQUE AU NORD-KIVU

Curieusement, il est devenu courant qu'après nomination de membres des groupes armés aux postes au sein des institutions politico-administratives de l'État, les groupes ethniques respectifs se sentent automatiquement représentés. Ce qui tend à faire croire qu'en dépit des motivations individuelles des opérateurs politiques, leur accession au pouvoir devient une réponse adéquate aux besoins de représentation politiques ressentis par le groupe ethnique¹³. Les groupes ethniques du Nord-Kivu trouvent une opportunité de voir leur vide politique pris en compte pour des motifs divers.

Chemin faisant, lors des focus group¹⁴ organisés, à ce sujet, avec quelques membres des communautés plusieurs raisons ont été avancées notamment : la défense de leurs intérêts respectifs, la satisfaction de leurs besoins politiques et socio-économiques, la concentration du leadership et lutte contre l'hégémonie par les autres groupes ethniques, l'affirmation identitaire du groupe ethnique et enfin, le droit naturel. Il sied de présenter dans le tableau ci-après les facteurs motivant l'exigence de la représentation des ethnies du Nord-Kivu sur l'échiquier politique central, provincial et local tels que identifiés par nos enquêtés lors des focus group.

Tableau 3. Divers motifs avancés dans quelques Focus group comme facteurs motivant la représentation ethnico-politique du Nord-Kivu (n=92)

Motifs avancés	Effectif Axe Kiwanja-Binja		Effectif Kirumba-Luofu		Effectif Beni		Effectif Goma		Tot. Fréq.	Tot. %	Tot. Gén. reponses compilées	Tot. Gén. %	
	F	H	F	H	F	H	F	H					
Affirmation identitaire du groupe ethnique	4	7	6	17	9	17	9	13	82/92	89,13	82/341	24	
Concentration et maintien du leadership	3	7	7	19	8	15	7	13	79/92	85,86	79/341	23,16	
Satisfaction des besoins politiques et socio-économiques	1	7	4	16	6	14	6	11	65/92	70,65	65/341	19	
Défense des intérêts communautaires respectifs	5	7	6	16	4	11	4	6	59/92	64,13	59/341	17,3	
Droit naturel	3	6	3	11	6	12	6	9	56/92	60,86	56/341	16,42	
Total participants aux focus group et total de reponses	Eff.	6	10	8	20	10	17	8	13	92	100	341	100
	%	37,5	62,5	28,58	71,42	33,33	66,66	3,33	62,66				
	Eff.	16		28		27		21		//////////	//////////	//////////	//////////
	%	17,39		30,43		29,34		22,82					
	Tot. Eff.	92											
Tot. %	100												

Source : Nos enquêtes de septembre à décembre 2021.

De ce tableau, il sied de retenir, à titre indicatif, que ces données sont issues de quelques entretiens collectifs effectués en ville de Beni, dans l'axe Kirumba-Luofu (en Territoire de Lubero), axe Kiwanja-Binja (en Territoire de Rutshuru) et à Goma-Nyiragongo dans leurs limites. Chaque participant avait la latitude

cette thèse de doctorat, il s'agit des groupes armés nationaux qu'étrangers et contrôlent des vastes étendues du territoire national qui échappent à l'œil regardant de l'État.

¹²C'était le prix du processus de réconciliation entre les factions rebelles et Gouvernement (les Composantes et les Entités) pour tenter de mettre fin à la deuxième guerre du Congo-Kinshasa (1998-2022).

¹³Le pouvoir colonial belge avait confiné les congolais à développer leurs affinités claniques et tribales dans les associations apolitiques en vue de les exclure de l'exercice de participation au processus de prise des décisions politiques et de contrôle de celles-ci pendant plus de 75 ans et d'asseoir sa domination économique. Mais trente ans après l'accession de la R.D.C à l'indépendance, Mobutu a théoriquement mis fin à la dictature. La participation politique des communautés est un besoin qui s'imposait dans une rovince multiethnique et en compétition interethnique comme le Nord-Kivu.

possible de donner plus d'une réponse. La cible a été de 92 personnes ayant donc participé dans les focus group en raison de 27 soit 29,34% à Beni parmi lesquelles 10 de sexe féminin et 17 de sexe masculin ; 21 soit 22,82% à Goma parmi lesquelles 8 de sexe féminin et 13 de sexe masculin ; 28 soit 30,43% dans l'axe Kirumba-Luofu parmi lesquelles 8 de sexe féminin et 20 de sexe masculin ; 16 soit 17,39% dans l'axe Kiwanja-Binja parmi lesquelles 6 de sexe féminin et 10 de sexe masculin (voir tableau 32).

De l'analyse des réponses reçues et illustrées dans le tableau ci-dessus, ce qui pousse chaque ethnie du Nord-Kivu à vouloir être politiquement représentée, c'est l'identitaire, position soutenue par une fréquence de 82 soit des 89,13% de répondants (voir tableau 3) qui inscrivent l'affirmation identitaire de certains groupes ethniques du Nord-Kivu sur la liste des motifs de leur représentation politique au niveau tant national, provincial que local. En effet, c'est depuis le 24 Avril 1990 que la longue et conflictuelle transition démocratique a été déclenchée. Chacune des ethnies siégeant dans le Barza intercommunautaire de la Province n'a pas voulu manquer à toutes les échéances politiques qui ont été successivement organisées. À travers ses élites ayant accédé au pouvoir en n'empruntant n'importe quelle voie, l'ethnie veut affirmer son existence, en tant que groupe faisant partie de la nation congolaise, au sein de la Conférence Nationale Souveraine (CNS) sous l'emprise de l'opposition radicale et dans le conclave politique de Kinshasa sous la supervision de la mouvance de Mobutu de 1992 à 1994. Dans la vie politique ainsi bipolarisée sous ce clivage, l'on a observé le dédoublement des institutions politiques dans les quelles une mobilisation ethnique s'est opérée en vue de la représentation de quelques tribus du Nord-Kivu. Le Gouvernement de Tshisekedi qui n'a pas été opérationnel a ainsi inclu les originaires du Nord-Kivu : Kirarahumu Isengoma (Nande, COOPEVi), Ministre du plan, reconstruction et ravitaillement d'abord, du budget ensuite Jean Sekabuhoro (Hutu, PDSC), Ministre des mines et énergie. Contestée par suite de sa nationalité douteuse, ce dernier a été remplacé dans le remaniement de Mars 1993 par Shabani Bin Biteko (Hunde, PLD) qui a investi le Ministère de l'EPSP. Parallèlement, dans le Gouvernement de Faustin Birindwa de l'UDPS ont participé, du 22 Mars 1993 en Juillet 1994, Kiro Kimathe (Nande DCF/N) Ministre des Travaux Publics, Kaseso (Nande, Société Civile) Vice-Ministre de l'Enseignement Supérieur, Universitaire et Recherche Scientifique et Sekimonyo (Hutu, Umoja-DSN), Ministre de l'EPSP¹⁵.

La deuxième tendance inscrite se situe au niveau de leadership au niveau tant local, provincial que national par une ou plusieurs d'élites communautaires, position soutenue par une fréquence de 79 personnes soit 85,86% de répondants (voir tableau 32). Une occupation majoritaire des postes de commandement politique de la Province par des personnes issues d'un groupe ethnique ou des groupes ethniquement apparentés. En nommant à l'époque du RCD, le Gouverneur de Province, le maire de la ville de Goma, les bourgmestres des communes de Goma et de Karisimbi parmi les Tutsi et les Hutu, les six autres groupes ethniques du Nord-Kivu ont eu l'impression que le RCD-Goma renforçait l'hégémonie politique des premiers et le rejetait en dehors du jeu politique. Cela s'est accentué à partir du moment où le RCD/KML a amputé les territoires de Beni et de Lubero et les a érigés en une Province autonome déconnectée de Goma et gérée ainsi totalement par les élites non Hutu ou Tutsi et majoritairement Nande.

En effet, cette actuelle hégémonie a été perçue par certains enquêtés/répondants comme un substitut de la domination politique d'autres ethnies entre les mains des quelles le régime de Mobutu et la C.N.S ont concentré le pouvoir d'État de 1993 à 1996 aux niveaux national et provincial. Aussi les niveaux tant nationaux que provincial de la représentation ethnico-politique ont-ils été le siège d'une compétition constante entre les Nande (55% de la population du Nord-Kivu), les Hutu (24%) et les Tutsis (5%). Quel que soit son statut d'autochtone, d'émigré ou de réfugié rwandais, chacun de ces trois groupes s'est toujours efforcé de contrôler un espace ethniquement homogène lui donnant alors droit à une représentation politique (sûre et/ou supérieure) et à un pouvoir foncier incontestable. Cette représentation politique supérieure et changeante d'un groupe ethnique vis-à-vis d'autres a toujours entraîné une perpétuelle stratification politique interne de la société du Nord-Kivu formée alternativement de groupes dominants et des groupes dominés.

Ainsi, grâce aux moyens officiels lui offerts par le RCD-Goma et à sa filière officieuse de la « Local Defenses » et l'organisation « Tous pour la Paix et le Développement », le groupe ethnique Hutu avait concentré, monopolisé entre les mains et confisqué le pouvoir politique. Ce qui se présente alors au Nord-Kivu comme une relation conflictuelle, un rapport de forces par les quels le groupe dominant impose ses points de vue aux groupes dominés et comme une denrée rare que l'on s'approprie au dépend d'un autre. Nous rejoignons donc le principe élitiste Wébérien dit « du pouvoir à somme nulle »¹⁶.

La troisième tendance soutenue par une fréquence 65 soit 70,65 % de répondants (voir tableau 3) est celle qui attribue l'exigence, par chaque ethnie du Nord-Kivu, de sa représentation politique à la recherche de la satisfaction de ses besoins politiques et socio-économiques. La présence de certains membres de leurs ethnies dans les institutions politiques de la première transition (1990-1996); de l'AFDL, du RCD (Goma,

¹⁵Stefaan Marysse et Filip Reyjnents, *L'Afrique des Grands-Lacs, 1999-2000*, L'Harmattan, Paris, 2000, p.256.

¹⁶Jacques Chevallier et Danièle Loschak, *Science administrative Tome I*, LGDJ, Paris, 1978, p.255.

KML, N), du MLC et du gouvernement de Laurent Désiré Kabila (1997-2002) et de la deuxième transition post conflit (Accord Global et Inclusif de Pretoria) leur a fait croire en leur participation collective au processus de prise des décisions politiques qui les concernent.

En quatrième lieu, il ressort que cette tendance des interviewés à une fréquence de 59 soit 64,13% de répondants (voir tableau 30) est celle qui considère la défense des intérêts communautaires comme motivation d'être représenté dans l'arène politique. Contrairement aux troisième et quatrième tendances, la cinquième est celle de 56 répondants soit 60,86% qui considère le droit naturel comme motif de leur représentation ethnico-politique dans la Province du Nord-Kivu. L'on s'inspire ici de « la théorie du contrat social »¹⁷ d'après laquelle les pouvoirs dont les gouvernants sont investis trouvent leur origine dans le peuple par la mise en commun des volontés individuelles des membres de la communauté en faveur de ces dirigeants politiques en renforçant à recourir individuellement à l'usage de la force pour leur protection comme au moment de la nature.

Avant de clôturer ce point, notons qu'à l'échelle locale, les conflits liés au foncier, au pouvoir local contribuent à la persistance des groupes armés et de l'insécurité. En effet, la crise de gouvernance est à considérer ainsi comme une aubaine des conflits fonciers, du pouvoir local et coutumier. Cette tendance est soutenue par une frange d'observateurs interrogés par une fréquence de 19 soit 11,1% du nombre de réponses (Voir tableau 1). Il n'est donc pas surprenant de constater que dans une zone où la compétition foncière et politique est aigüe, les conflits violents se multiplient. Les acteurs habituels sont les "autochtones" et la population de « souche rwandaise » en ce qui concerne la justification de l'identitaire par le territoire/ le sol. De toute façon, les acteurs sont nombreux dans ces genres de conflits liés au foncier et la violence prend de l'ampleur dans un contexte d'un État à gouvernance déficitaire.

II.2.3. ACCORDS DE PARTAGE DU POUVOIR OU D'INFILTRATION DE L'ÉTAT !

Les négociations et la signature des accords caractérisent la RDC depuis son indépendance. Cette attitude pacifiste s'observe toujours entre le Gouvernement et les différents groupes armés ou rébellions. Depuis 2002, le partage du pouvoir (des postes) serait l'aboutissement caractéristique des pourparlers et accords en RDC. Des actions pareilles ont tendance de motiver la persistance prolifère des groupes armés. Il s'agit, autant, d'une dimension explicative de l'inefficacité des actions du Gouvernement contre les Groupes armés, facteur évoqué par une fréquence de 39 soit 22,8% d'avis des répondants (voir tableau 1).

De même, dans la recherche de la paix par la signature des accords, il s'est révélé que tout le contenu du débat a toujours porté sur le partage du pouvoir entre groupes belligérants. Ce qui est compris par plus d'un observateur comme une gratification accordée aux groupes ayant pris des armes pour mener la guerre et ayant fait partie prenante aux différents processus curieux de rétablissement de la paix.

Ainsi, deux possibilités sont notamment le repositionnement des anciens rebelles/miliciens sur le plan politique, administratif et militaire. Ils occupent des postes alléchants dans la sphère politique et administrative (ministères, cabinets...), sécuritaire et militaire lorsqu'ils ont bénéficié des grades élevés, occupent des postes qui leur permettent de participer autant en plusieurs décisions stratégiques sécuritaires et de défense à différents niveaux de l'État. C'est une sorte d'État infiltré¹⁸ par des ex-rebelles qui percent le cercle dirigeant politique (boîte noire) et de commandement des FARDC. Ils se rendent ainsi compte des forces et faiblesses du régime politique congolais. De temps à autre, ces ex-rebelles abandonnent le pouvoir pour se rejoindre leurs anciennes zones d'influence. C'est le cas de certains compagnons de Laurent-désiré Kabila en 1998 (Bizima Karaha, Azarias Ruberwa, deogratias Bugera) et la métamorphose du RCD-Goma à CNDP et celle du CNDP à parti politique et puis M23 sans citer les défections des éléments ex rebelles au sein des FARDC.

C'est cette réalité que Koen Vlassenroot, Emery Mudinga et Josaphat Musamba¹⁹ désignent par le vocable " retour circulaire " du combattant. C'est une notion qui explique l'état permanent de la mobilité entre

¹⁷Jean-Jacques Rousseau, Thomass Hobbes et John Locke cités par Dimitri Georges Lavroff, *Histoire des idées politiques de l'Antiquité à la fin du XVIII^{ème} Siècle*, 5^{ème} éd., Dalloz, pp.132-136.

¹⁸C'est le cas des phénomènes dits « intégration, mixage, brassage ». En effet, en 1996, l'AFDL a comme alliés les armées rwandaises et ougandaises pour chasser le dictateur Mobutu. Après la prise de Kinshasa, les officiers rwandais continuèrent à commander les FAC de l'époque jusqu'en juillet 1998. Référence faite au Général Jams Kabareba qui reste Chef d'État-Major général des FAC. Lors de la 2^{ème} Guerre (1998), les armées rwandaises et ougandaises séjournent dans l'Est de la RDC au côté des RCD. Avec l'avènement de la réunification par le DIC et l'AGI, on assiste au mixage et brassage des troupes belligérantes.

¹⁹ Koen Vlassenroot, Émery Mudinga et Josaphat Musamba, *Retour circulaire : navigation entre la vie de civil et de militaire à l'Est de la RDC*, Groupe d'Études sur les Conflits, la Sécurité Humaine (GEC-SH), Bukavu, 2020, p.1. visité aussi les sites : <http://gecshceruki.org> ou <http://creativecommons.org>. Cette notion trouve son origine dans les études sur la migration et le déplacement. Nous soutenons qu'elle sert aussi de concept utile pour décrire et comprendre les processus incessants de mobilisation armée.

la vie civile et la vie de combattant, des jeunes miliciens. Ce phénomène est largement observé dans l'Est de la RDC où des milliers de jeunes congolais entrent et sortent des groupes armés depuis plusieurs décennies maintenant.

Dans la même logique, le mode de gouvernance des politiques publiques peut également conditionner « le retour circulaire du combattant ». Référence faite à l'attitude prise, de 2018 à 2021, par le Gouvernement vis-à-vis des éléments mai-mai (plus de 2350 combattants)²⁰ cantonnés dans les camps de Mubambiro près de la cité (à 20Km de Goma) et de Rumangabo (à une trentaine de Km de Goma) s'étaient rendus volontairement pour qu'ait lieu le processus de réorientation (choix entre vie civile ou militaire). Presque délaissés pendant plus d'une année, le dilemme se pose entre la vie milicienne/mai-mai (VM), la vie militaire (VM) et la vie de la maison ou "vie ya mboka"(VM) qui est la vie civile. Ils jugèrent mieux de retourner en brousse continuer leur vie milicienne. Une dilemme de choix entre les trois modes de vie que nous traduisons en termes selon lesquels: *la vie milicienne serait mieux que les vies militaire et de la maison*. Ce comportement affiché par les miliciens est une réaction vis-à-vis de l'inefficacité du pouvoir public à gérer le programme de DDR par le pouvoir public. Ainsi, les dilemmes sus évoqués sont donc une conséquence logique du déficit de gouvernance en matière sécuritaire et de défense et un facteur explicatif la persistance des groupes armés en RDC.

La course au pouvoir politique et militaire dictée par le libido dominandi et le positionnement politique engendrent ainsi de frustrations, de court-circuit/une crise qui se solde par de nouvelles rivalités de leadership, la fragmentation des groupes armés qui ne jurent que le contrôle de territoires et leurs ressources. C'est dans ce contexte qu'on assiste à une sorte d'intégration partielle du groupe dans les institutions gouvernementales en même temps qu'une autre partie tourne le dos contre le processus de rétablissement de la paix dans une perspective de se constituer une nouvelle dynamique des revendications politiques. La création des groupes armés devient, d'une part, comme un passage obligé pour accéder aux postes politiques et militaires et, d'autre part, une filière pour accéder aux ressources des territoires contrôlés/privatisés par ces groupes. Telle est toujours la compréhension du phénomène persistance des groupes armés par une fréquence de 39 soit 22,8% de réponses totales de répondants (voir tableau 1).

Par ailleurs, la *militarisation de la rivalité politique et économique* est à l'origine du caractère violent de la concurrence entre les élites régionales, nationales et provinciales. La militarisation de la politique et de l'ethnicité est essentiellement attribuable à la logique axée sur le partage des pouvoirs de l'Accord global et inclusif de 2002, de la Conférence de l'ULPGL et de l'Accord du 23 Mars qui servirent à intégrer les anciens belligérants dans l'État ou l'armée. Il faut dire que nombre de groupes ne disposaient pas de leurs propres structures politiques ni même d'un programme politique cohérent. Certains analystes estiment que la stratégie du Gouvernement de coopter les leaders de ces groupes pour profiter de leurs quotas au sein du gouvernement de transition et influencer leur électoral ne fit qu'inciter à une nouvelle fragmentation sur le terrain. Les leaders auxquels Kinshasa accordèrent des faveurs n'hésitèrent pas à exclure des membres clés de leurs propres réseaux.

À la fin du processus de transition, ce furent justement ces personnalités marginalisées qui menèrent la nouvelle vague de constitution de groupes armés. Une fois de plus, le Gouvernement se trouvera dans l'obligation de leur offrir une intégration militaire selon des modalités favorables, notamment l'impunité pour les délits qu'ils avaient commis par le passé, la permission de rester dans leur région d'origine, des promesses de grades et de postes haut placés, des sommes d'argent considérables et, quelquefois seulement, une accréditation en tant que partis politiques. Ceux qui refusèrent de s'intégrer dans l'armée s'exposèrent à peu de sanctions: les punitions pour désertion sont rares, de nombreux groupes n'ont jamais fait l'objet de fortes pressions militaires et les déserteurs ont toujours été volontiers repris dans le giron, d'où une succession d'intégrations et de défections dans l'armée.

Pour rappel, une des motivations des groupes armés étant le besoin du positionnement social, politique, économique et militaire selon une catégorie de répondants (voir tableaux 1 et 3 respectivement 66 soit 38,6% et 65 soit 19% de répondants), les négociations portant sur le partage pur et simple du pouvoir sont comme une gratification offerte aux groupes rebelles. Chaque fois qu'il y a une partie du et/ou groupe qui décide de se rendre (en contre partie du pouvoir), dans cette logique, on assiste toujours à une sorte de fragmentations stratégiques du groupe où une frange fait un repli aussi stratégique qui aura, à son tour, à présenter de nouvelles exigences pour tirer davantage l'épingle du jeu. Nous nous référons au contexte du RCD/Goma qui avait placé à réserve le Général Laurent Nkundabatware pour qu'il présente d'autres nouvelles exigences/ un nouveau cahier de charge. Après que le CNDP se fut mué en parti politique et qu'il soit confirmé son adhésion à la plate-forme présidentielle à l'époque, naquit le M23 qui, encore à son tour pose d'autres nouvelles conditionnalités au Gouvernement de la République. Ce qui expliquerait davantage les formes de modèles du retour circulaire du combattant.

²⁰Interview nous accordée le 14 août 2021 par Aimé Mulovu, membre de la coordination de la société civile en Territoire de Masisi.

II.2. DIMENSION ÉCONOMIQUE : contrôle des territoires, prédation des ressources et commercialisme militaire internationalisé au Nord-Kivu

La crise de gouvernance politique ainsi que le positionnement politique par les accords de partage du pouvoir favorisent la persistance des groupes armés. Outre ces aspects, l'économique constitue une autre dimension capitale contribuant à la persistance des groupes armés au Nord-Kivu. Cette position est soutenue par une fréquence de 148 soit 100% de réponses totales de répondants (voir tableau 1).

II.2.1. CONTROLE DES ESPACES : aubaine économique des groupes armés

La désarticulation des institutions régaliennes (politiques, administratives, de défense et de sécurité) a pour autre conséquence le contrôle des espaces et leurs ressources, échappant au pouvoir public, pour le compte des groupes armés qui trouvent, ainsi, les moyens de leur enracinement barbare.

D'une manière générale, les sociétés africaines se trouvent aussi insérées dans une économie mondiale informelle, qui est à la fois source d'accumulation pour certains acteurs un facteur de conflits. Les systèmes des conflits africains se greffent ainsi sur des interdépendances complexes entre la contrebande de produits illicites, les organisations criminelles, les trafiquants d'armes en liens avec le monde international des affaires et certains acteurs nationaux ou régionaux. Soutenant la sentence à ce sujet, Michael Nest²¹ écrit:

« La guerre du Congo a été décrite comme une nouvelle bataille pour l'Afrique, étant donné ses similitudes apparentes avec la ruée des puissances européennes pour coloniser et exploiter le continent dans la deuxième moitié du dix-neuvième siècle. Des réseaux fortement engagés dans la taxation du commerce et la protection des matières premières étaient une caractéristique de l'économie politique en temps de guerre, de même que la bataille pour le contrôle des gisements miniers. Les hommes politiques congolais, les bureaucrates et les milices, ainsi que les forces militaires d'intervention, semblaient tous être motivés par les gains qu'ils pouvaient tirer des ressources naturelles de la RDC ».

En outre, il est sans doute d'affirmer que la prédation (greed) eut été un facteur accélérant l'occupation des espaces/de territoires et l'insécurité. Cette tendance mercantiliste a, par la suite, entraîné des fragmentations des groupes armés. Ce qui a inéluctablement conduit à la multiplicité persistante récurrente des acteurs, tant informels que formels) de l'insécurité dans un contexte de tensions qui les caractérisent. C'est à ce titre que l'ISSSS²² renseigne que :

La présence de ressources naturelles d'une grande valeur, commercialisables et dont l'exploitation nécessite peu d'investissement et une main d'œuvre peu qualifiée, attire des groupes armés, les acteurs politiques et le milieu des affaires. Les jeunes hommes sont attirés par les opportunités de ce secteur et se retrouvent souvent exploités, ce qui rend susceptibles d'être recrutés par les groupes armés. Comme il est difficile de vivre ou de s'enrichir autrement, le contrôle des zones riches en ressources naturelles constitue un moteur important des conflits entre les acteurs armés et l'État.

Ainsi, on assiste à la confirmation de l'hypothèse selon laquelle les rébellions ont pour objectif la prédation des ressources naturelles et que les possibilités économiques plus que celles politiques ou sociales constituent le ferment qui cause l'émergence des groupes armés surtout dans les pays pauvres. Pour corroborer cette position, nous référons-nous à Modeste Paulin Mba Talla²³ qui évoque la variante *courant économétriste* de la Banque Mondiale qui a beaucoup fait parler du facteur économique. Cette perspective néolibérale et utilitariste se retrouve dans les travaux de Paul Collier^(*) et Anke Hoeffler^(*). C'est un courant qui privilégie la captation de richesses (greed) pour expliquer les logiques de mobilisation des groupes armés et leur prolongement dans le temps. Les conclusions des auteurs de ce courant utilitariste ont contribué à éluder de manière considérable les dimensions d'action collective des acteurs, le jeu des intérêts économiques, les enjeux géopolitiques des acteurs régionaux et internationaux (toute l'implication des rapports sur les *dimensions économiques* de la sécurité susceptibles de nous éclairer sur des éléments qui concourent à la compréhension

²¹Michael Nest, François Grignon et alii, *République Démocratique du Congo. Les enjeux économiques de la guerre et de la paix*, Éd. International Peace Academy, Kinshasa, 2011, p.33.

²²STAREC et ISSSS, *Stratégie provinciale et plan d'action de stabilisation pour la Province du Nord-Kivu*, Goma, le 27/02/2015, p.1 (103 pages).

²³Modeste Paulin Mba Talla, *op.cit.*, p.74. ^(*)Les chercheurs mandatés par la Banque Mondiale après avoir étudié plus de vingt-sept guerres infra-étatiques de 1965-99, dont la majorité en Afrique, sont arrivés à la conclusion selon laquelle l'abondance des ressources naturelles est à la base des guerres civiles. Pour en savoir plus, Lire avec intérêt:

- (i) Paul Collier, *The Economic Causes of Civil Conflict and their Implications for Policy*, Washington D.C., the World Bank, 2000.
- (ii) Paul Collier and Anke Hoeffler, « *On Economic Causes of Civil War* », New-York, Oxford University Press, papers 50 (4), 1998, pp.563-573.

des logiques d'émergence des groupes armés et aussi de l'implication des États en RDC. À ce titre, l'économique constitue un facteur majeur dans le phénomène de perpétuation des groupes armés au Nord-Kivu, sentence soutenue par une fréquence de 93 soit 62,8% de réponses de répondants (*Voir tableau 1*).

Également le système des conflits en RDC, comme tous les systèmes de conflits africains, s'appuie souvent sur un contexte de pauvreté et de chômage de masse qui favorise l'enrôlement dans les milices, groupes armés et autres réseaux criminels. La pauvreté touche, en effet, près de 50% d'une population en majorité jeune (45% de la population a moins de 15 ans et 75% moins de 30 ans) faisant référence à Massaer Diallo²⁴. C'est ainsi qu'une autre caractéristique²⁵ ayant une incidence sur la question de la sécurité est celle relative à l'emploi. En effet, les facteurs économiques jouent un rôle essentiel, à la fois comme enjeux et comme sources de financement des conflits. Si tous les conflits armés n'ont pas une explication économique, tous ont besoin d'être financés, renseigne Hugon Philippe²⁶.

Outre le fait de s'adonner à l'exploitation artisanale des minerais par les groupes armés dans leurs zones d'influence, les autres sources de revenus sont l'agriculture, la contribution forcée²⁷ en nature et en espèce sans oublier le *Jeton*^(*), le commerce (du bois, des planches, du charbon de bois, du bois dur, du poisson et d'animaux sauvages ...), le pillage des récoltes, la coupure des routes, le kidnapping²⁸ à libération moyennant rançon.

Il venait d'être démontré que le kidnapping et le versement de la rançon n'est pas une légende mais un fait concret et réel auquel fait face régulièrement les populations de Rutshuru en particulier et du Nord-Kivu en général.

Aussi, l'insécurité persistante, découlant de la crise de gouvernance et de la désarticulation des institutions facilite l'abandon des espaces/territoires et la prédation ainsi que l'accumulation des ressources naturelles y relatives en faveur de divers acteurs à différents niveaux. Avec une mainmise de jouir, ils y exercent un contrôle sur les ressources, l'espace et/ou le territoire et les populations. C'est à ce titre qu'il a été conçu un modèle d'analyse géopolitique et économique dit de *C-tp* de l'autodéfense locale et de contrôle des espaces dans un contexte d'un État passif, illustré par le schéma ci-après.

²⁴ Massaer Diallo, « *Défis sécuritaires et hybridation des menaces dans la zone sahélo saharienne* », http://www.iepscipsao.org/index.php?option=com_content&view=article&id=75&Itemid=56 Baldefis-securitaires-et-hybridation-des-menaces-dans-la-zone-sahelo-saharienne catid=42 3 Atravaux et-publication itenid=56, site consulté à Goma le 24 mai 2015 à 16h17.

²⁵ Sur ce point, les chiffres de ce secteur au Nord-Kivu se présentent comme suit selon les données présentées par le PNUD : le taux de chômage s'élève à 6,1% et le taux d'activité à 59,3%. Le marché de l'emploi au Nord-Kivu accuse un taux d'activités de 59,3% et est légèrement au-dessous de la moyenne nationale de 60,2%. Également 35% de la population de 10 ans et plus est constitué des inactifs (36,8% pour la RDC) contre 5% d'actifs occupés. Parmi ces derniers, 6,1% sont considérés comme des chômeurs au sens du BIT. Ce taux est trois fois plus élevé soit 18,9% dans les villes. Au total, près de 5,7% de la population active ne cherche plus d'emploi car ayant perdu tout espoir d'en trouver un. Il convient encore de signaler que le sous-emploi y est très élevé touchant globalement 8 personnes actives sur 10.

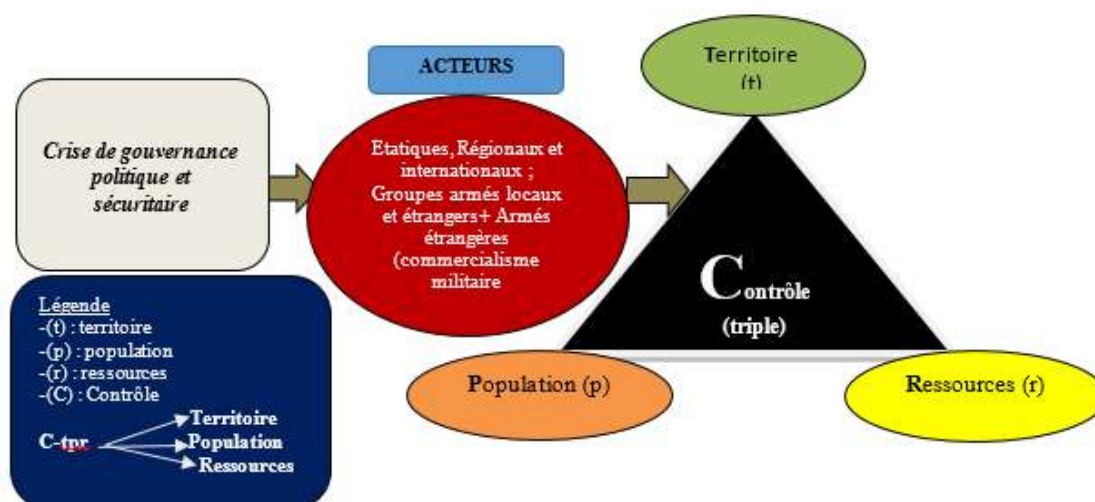
²⁶ Les matières qui ont toujours financé les guerres en Afrique et dans plusieurs autres pays du monde n'étaient pas au départ l'enjeu de ces guerres, mais l'est devenu par la suite. Voir Hugon Philippe, *l'économie des conflits en Afrique*, In « *Revue internationale et stratégique* », 2001/3 n°43, pp.152-169. <http://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2001-3-page-152.htm>.

²⁷ En outre, la quasi-totalité des groupes armés est tributaire de la taxation illégale, généralement perçue aux barrages routiers ou sur les marchés, et des collectes de nourriture dans les villages. C'est le cas de presque tous les groupes armés comme les NDC, les Mazembe dans le Sud et l'Ouest de Lubero, les FDLR et les Forces Démocratiques Alliées (*Allied Democratic Forces : ADF*).

(*)Le « *jeton* » est obligatoire et fixé à 1000FC/semaine/ménage et à 5 dollars/mois/ménage.

²⁸ Nos enquêtes et compilation des données :

- Expérience personnelle;
- Rapports annuels du Territoire de Rutshuru, exercices 2018 et 2019 ;
- Mbusa Mukanda (Notable de Rutshuru) : entretien nous accordé à Goma à mai 2020.
- GEC-Baromètre sécuritaire, mai 2018-mai 2019
- COSCAE, asbl, État de lieux du business du kidnapping au Nord-Kivu : qui est la prochaine victime, août 2017 ;
- Déclaration écrite de la véranda Mutsanga du 16/09/2017.



Source : Notre conception
 Figure 1. Schéma illustratif des 3C-tp

De ce qui précède, nous constatons que le groupe armé s’installe et opère dans une zone sous certaines motivations liées au pouvoir de contrôle effectif sur les espaces, les ressources et les populations ayant échappé au contrôle de l’État. Il s’agit là d’un *manque à gagner* pour l’État que les acteurs de l’entropie sociale appellent souvent *manque à gna/* ou alors à manger “manze”.

Par la diversité de ses ressources (bois, coltan, or, cassitérite, sol fertile...), l’Est de la République Démocratique du Congo en général et le Nord-Kivu en particulier est au cœur des disputes entre des acteurs locaux et entre convoitises des acteurs stratégiques internationaux (grandes puissances, compagnies minières, pétrolières) en quête d’une diversification de leurs approvisionnements en ressources et « une sécurité énergétique »²⁹. Les rebellions de 1998 appuyés par le Rwanda et l’Ouganda, d’une part, et le régime de Kinshasa (à l’époque appuyé par le Zimbabwe, la Namibie et l’Angola) d’autre part sont des exemples parlants de ce genre de commercialisme. La carte ci-dessous renseigne sur le flux commercial depuis l’époque des guerres dites de libération et de rectification.

²⁹Le pétrole est ainsi devenu un enjeu stratégique majeur pour un continent qui représente 8% de réserves pétrolières. Voir Michel Luntumbue, « Piraterie et insécurité dans le golfe de Guinée : défis et enjeux d’une gouvernance maritime régionale ». Note d’analyse du GRIP le 30 Septembre 2011. [http : //www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp.N=simple O=969](http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp.N=simple O=969), site visité à Goma, le 21/11/2021.



Figure. 2. Carte illustrative du commercialisme militaire depuis 1996

La présence des armées de Zimbabwe, de Namibie et d'Angola sur le territoire congolais étaient plus motivée par le commercialisme militaire axé sur l'exploitation des ressources naturelles/minières. Aussi, cet état de chose nous fait sans doute penser à *un partenariat militaire nocif et/ou empoisonné* ou encore à une *présence des armées étrangères, des groupes armés étrangers pour l'occupation du territoire pour des fins économiques*. Ce qui justifie le rôle nocif et l'hypocrisie de la communauté internationale.

Mais il n'y a pas que les ressources minières, il y a également le bois ou le café qui ont constitué les ressources du conflit. Et surtout, le Rwanda et l'Ouganda contrôlaient les recettes commerciales et fiscales générées dans les territoires occupés par les rebelles qu'ils soutenaient. Cependant, bien que partenaires dans l'agression et la déstabilisation de la RDC à travers leurs armées respectives et les groupes armés qu'ils soutiennent, le Rwanda et l'Ouganda se sont révélés des rivaux lorsqu'il s'agissait d'une mainmise sur les rebellions et l'exploitation des ressources congolaise³⁰.

Dans le contexte de la R.D.C, les disputes des espaces, l'exploitation des ressources naturelles et leur commercialisation par différents groupes, contribuent à imposer une transformation radicale de l'économie congolaise et son intégration à l'économie mondiale. L'on assiste à une multiplicité de territoires, parfois emboîtés les uns dans les autres et souvent disjoints et contrôlés par les groupes rebelles locaux et étrangers installés sur le territoire national. C'est souvent par le canal de plusieurs noyaux régionaux, plus ou moins enchevêtrés, parfois parallèles, et entretenant avec les filières internationales des rapports ondoyants pour des fins économiques, en termes d'écoulement des produits et de partage des dividendes ou avantages y afférents (voir fig. 2 et 3).

³⁰Référence faite à la fission du RCD à trois ailes et à la guerre de 6 jours de Kisangani entre l'armée rwandaise et celle ougandaise dans un pays qui n'est pas le leur.

Chercher à satisfaire les besoins socioéconomiques individuels et du groupe motive les groupes armés à détenir un contrôle sur les espaces territoriaux et leurs ressources du sol et du sous-sol pour se maintenir. Ce qui justifie l'accaparement qui demeure comme une sorte de privatisation des territoires et la forte conflictualité autour des intérêts y relatifs par les groupes armés (acteurs formels ou informels). Cette jouissance du pouvoir à partir des dividendes a toujours abouti, en amont, au renforcement, au maintien et à la survie des groupes et, en aval, à la lutte du leadership entre membres du groupe qui, souvent, suscitent des batailles entre groupes rivaux dans les zones de confluence pour se solder à leurs fragmentations prolifiques. Il s'agit d'une réalité couramment vécue dans les zones riches en ressources que nous considérons comme zones de confluence ou point critique sécuritaire. Ci-dessous, la carte renseignant sur la géolocalisation des zones minières et autres potentialités (aires protégées, lacs, orographie).

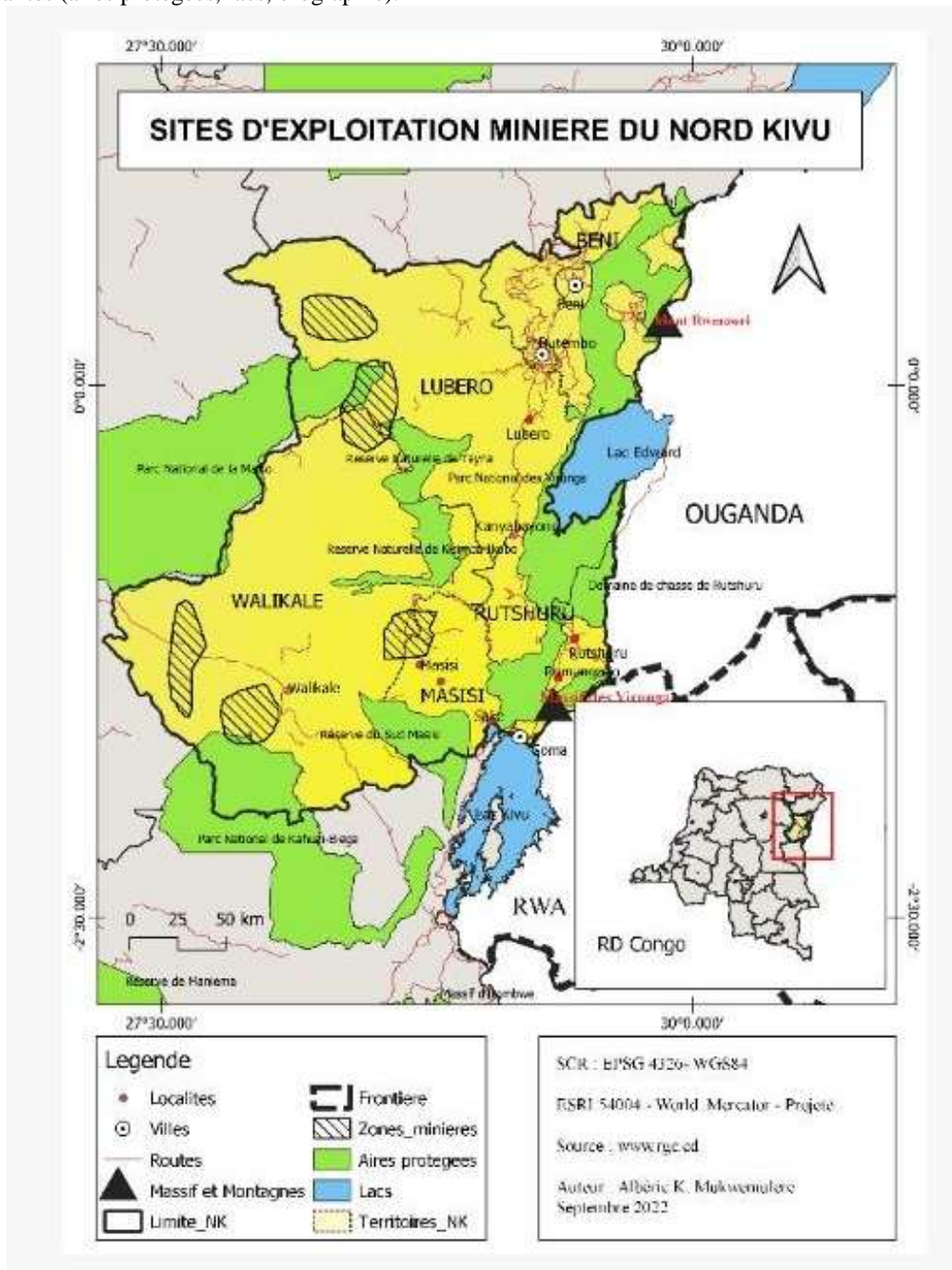


Fig.3. zones minières, orographie et aires protégées du Nord-Kivu

Le Nord-Kivu, une des vingt-six Provinces du territoire national de la RDC, constitue un espace favorable et fertile à l'activité des groupes armés (une mosaïque des groupes et bandes armés très actifs) de, par sa position géoéconomique et géostratégique. Ce qui semble s'expliquer également par son environnement

orographique et physique (relief, forêts, le PNVi dans sa diversité,...) propice ainsi que le contact frontalier facile avec le Rwanda et l'Ouganda qui sont souvent cités parmi les partenaires privilégiés de certains groupes armés. Ces pays limitrophes sont ainsi des acteurs visibles et/ou invisibles (tertiaires) importants dans le conflit congolais et dans l'insécurisation de l'espace du Nord-Kivu.

Également, le massif du Rwenzori, le Parc National des Virunga et les espaces miniers sont quelques zones éloquents et stratégiques³¹ pour la survie et d'abri des groupes armés au Nord-Kivu. Il y a près de trois décennies et que le pouvoir public n'a plus sû, effectivement, contrôlé les dits espaces. Cependant, les facteurs géographiques (orographiques, floristiques et environnementaux) sont des aspects qui ne suffiraient pas pour qu'on assiste à une *zone grise*³² dans cette partie de la RDC. En effet, le Nord-Kivu n'est pas l'unique espace qui présente ce type orographique, nombreux autres espaces, en RDC et en dehors sont concernés, sans autant demeurer une proie des groupes armés, à l'instar de l'Est de la RDC. À ce titre, nous réitérons la crise de gouvernance politique globale comme la cause profonde de ce fléau en République Démocratique du Congo. La RDC compte neuf limitrophes et le problème se pose avec acuité qu'à l'Est dans les zones frontalière avec le Rwanda et l'Ouganda, deux des pays limitrophes de l'Est (voir figures 2, 3 et 4). C'est cela la matérialisation de la proximité malheureuse de la RDC avec le Rwanda et l'Ouganda. Ci-après présentation de quelques zones de confluence au Nord-Kivu.

³¹Le Nord-Kivu est une zone propice pour l'activité persistante des groupes armés qui y sèment terreur et désolation. Aussi, les rapports de confrontation et de compétition entre groupes armés conduisent aux affrontements liés autour des intérêts complexes (sociaux, économiques, politiques,...). On assiste, dans la zone, à la présence des petits, moyens et grands groupes armés. Situation pouvant être déterminée par référence à la dimension du territoire contrôlé par le groupe, aux effectifs de combattants, aux alliances internes et externes ou aux ressources économiques disponibles dans la zone.

³²Selon Gaïdz Minassian (2011), voir www.géoconfluences.ens-lyon.fr, site consulté à Kinshasa, le 19/7/2022, la zone grise est un espace de dérégulation sociale, de nature politique ou socio-économique, échappant au contrôle de l'État. Notion utilisée notamment en géopolitique, la zone grise permet de caractériser un espace dont le contrôle est aux mains des groupes alternatifs et dans lequel tend parfois à se développer une économie parallèle. La zone grise se traduit par une certaine indépendance politique ou économique vis-à-vis de l'État central, parfois qualifié d'État failli, et est souvent associé à l'idée d'insécurité puisque difficile à contrôler. Pour plus d'informations lire aussi :

- Amaël Cattaruzza, "Zones grises, interstices durables de la carte politique ? Relecture critique d'un concept géopolitique", *In Bulletin de l'Association de géographes français*, 89^e année, 2012, pp. 104-120 (Sous la direction de Roland Pourtier et Stéphane Rosière) ;
- Armelle Choplin et Olivier Pliez, "Un Sahara, des sahara-s. Lumière sur un espace déclaré "zone grise", *In Géoconfluence*, 2013.

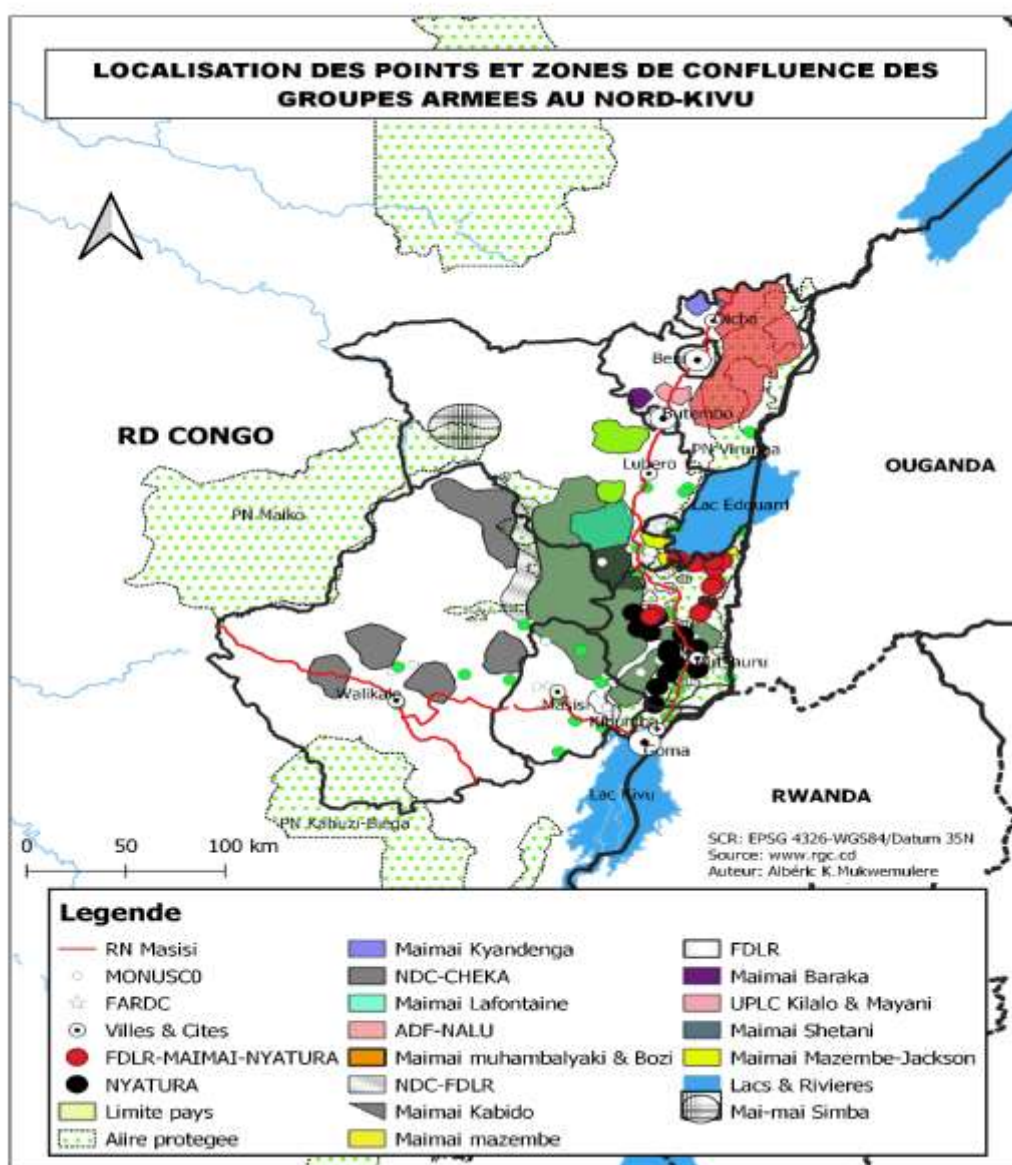


Fig.4. Zones de confluence des groupes armés et autres acteurs d'insécurité au Nord-Kivu.

Le Nord-Kivu est une zone propice pour l'activisme et la prolifération des groupes armés qui y sèment terreur et désolation. Beaucoup de milieux ruraux sont sous influence des groupes armés qui, parfois, font des incursions dans les centres urbains. La réalité sur le terrain peut nous conduire à estimer à 65% du total du Nord-Kivu, l'espace territorial victime de leur activisme et de leur accaparabilité. Les zones de confluence sont une convoitise, aussi celles d'interface de plusieurs acteurs avec des visées divergentes relativement aux ressources existantes.

Il s'agit ainsi des zones en forte compétition, des zones en activités intenses des groupes armés où les questions sécuritaires se posent avec acuité. Cet état de choses est dû à la présence, dans la zone, de beaucoup d'acteurs en lutte géopolitico-économique.

À ce titre, l'insécurité devient l'objet d'enjeux politique et économique local, national et international en ce sens qu'elle est l'implication de plusieurs acteurs à diverses échelles (Voir fig. 2, 3, 4, 5 et 6), comme qui dirait, un réseau de bénéficiaires de l'insécurité en RDC en général et au Nord-Kivu singulièrement. Les plus grands bénéficiaires du butin sont les acteurs invisibles (proches ou lointains/éloignés) qui sont en même temps les tireurs des ficelles et parfois résident dans des grands centres urbains nationaux, étrangers où ils réalisent leurs activités et plans d'affaires. Les acteurs invisibles proches sont ceux qui facilitent les plans des tireurs des ficelles. Ils sont soit membres du gouvernement (officiels) soit de la société civile ou du monde privé (informels). Les acteurs visibles sont les éléments des groupes armés qui opèrent sur le terrain et sans plan-

programme consistant. Ils sont comme des marionnettes des acteurs invisibles et tireurs de ficelles qui ne cessent de s'enrichir dans l'ombre sur les dos des combattants exploités au modèle d'un chien méchant mas bénéficiaires des os résiduels. L'insécurité et le contrôle de territoires au Nord-Kivu sont des enjeux multi acteurs qui font intervenir des réseaux commerciaux mondiaux (les tireurs des ficelles). D'où une sorte des conflits et de l'insécurité internationalisés au Nord-Kivu comme l'indique le schéma cartographique des acteurs de l'insécurité ci-après :

Source : Notre conception

Fig. 17. Réseaux et échelles d'acteurs proches et lointains impliqués dans l'insécurité au Nord-Kivu pour des fins économiques

Légende:

- : Tous les groupes armés locaux et étrangers opérant au Nord-Kivu
- : Les acteurs étatiques (militaires et politiques) et non étatiques (civils) à tous les niveaux de l'État.
- : Le Rwanda, l'Ouganda, l'Angola, le Botswana, le Zimbabwe (tireurs des ficelles proches et régionaux).
- : Les puissances impliquées : USA, Angleterre, France, Chine, Russie, Canada, Brésil, Corée du Sud, etc. (tireurs des ficelles éloignés).
- : Les firmes liées aux intérêts des puissances respectives et acteurs régionaux impliqués dans l'insécurité au Nord-Kivu (tireurs de ficelles).
- : Régionalisation et internationalisation du conflit/insécurité au Nord-Kivu

De ce schéma cartographique des acteurs bénéficiaires de l'insécurité au Nord-Kivu, nous avons la facilité de comprendre le rôle que le Rwanda et l'Ouganda ont respectivement délégué aux groupes armés majeurs (RCD-Goma, RCD-KML et MLC) et que ces derniers ont à leur tour fait jouer aux milices locales. Ce qui a conduit à la *militarisation du commerce* en R.D.C par le *military-commercial network* ou *regulatory authorities*. De même, Modeste Paulin MbaTalla³³ soutient que :

« *la militarisation du commerce* repose sur *le military-commercial network* ou *regulatory authorities* et que pour faciliter ce commerce militarisé, les forces occupantes vont nommer les responsables des structures administratives (gouverneurs régionaux et les autorités locales). Le *military-commercial network* opère à l'intérieur et à travers les frontières nationales, ceci grâce à l'UPDF et l'APR qui, dans leurs alliances avec les

³³Modeste Paulin Mba Talla, *op.cit*, pp.193-195. À ce sujet, lire avec intérêt :

- Achille Mbembe, *Sortir de la grande nuit : Essai sur l'Afrique décolonisée*, Paris, La Découverte, 2010, pp.181-182.
- Thomas M. Callaghy et al, *Intervention and transnationalism in Africa : global-local networks of power*, Cambridge/; New York, Cambridge University Press, 2001(a).
- Thomas M. Callaghy et al, « From Reshaping to Resizing a Failing State? the Case of the Congo/Zaïre », in *Brendan O'Leary, Ian Lustick, Thomas Callaghy (eds), Right-sizing the State The Politics of Moving Borders*, Oxford University Press, Oxford,2001, p.13.
- Alphonse Maindo M. Ngonga, *Des conflits locaux à la guerre régionale en Afrique Centrale. Le Congo-Kinshasa orientale (1996-2007)*, Paris, L'Harmattan, 2007, p.34.

groupes armés, ont établi des espaces territoriaux *utiles*. Ce qui conforte l'idée selon laquelle il ne peut exister de commercialisme militaire sans la capacité de créer des alliances, déterminer *les winners in countries*, mais aussi l'ampleur des transformations transversales, d'étendre et d'investir des points nodaux dans un espace sans cesse mouvant³⁴. Ces espaces permettent de frontalières qui, à leur tour, vont favoriser la création d'autres pôles socio-économiques »

II.2.4. RÉSEAUX DE TRAFIC MAFIEUX, COMMERCIALISME MILITAIRE OU INSÉCURITÉ INTERNATIONALISÉE

L'accès aux ressources naturelles dans la zone sous examen par des réseaux commerciaux et militaires étrangers, des groupes armés étrangers sont des faits expliquant l'internationalisation du conflit et de l'insécurité au Nord-Kivu, ainsi, évoqués par une fréquence de 55 soit 37,2% du total de réponses des enquêtés (*voir tableau 1*). Comme un des facteurs explicatifs de la persistance des groupes armés et de l'insécurité, cette sorte d'une main invisible étrangère dans le conflit congolais motivée par la prédation des ressources par des armées étrangères détermine, justement, l'internationalisation et l'enlisement de la question sécuritaire au Nord-Kivu par des réseaux mafieux et le *commercialisme militaire*³⁴.

En effet, le conflit congolais internationalisé au Nord-Kivu présente divers défis stratégiques. Dans l'Est de la République Démocratique du Congo existe une violence cyclique avec une forte interpénétration des agendas étrangers et locaux d'une part, et des intérêts économiques et politiques d'autre part. Plusieurs forces et groupes armés se disputent les espaces dans le but d'extraire et de commercialiser les ressources minérales. Le phénomène de militarisation du commerce se manifeste le plus clairement au Nord-Kivu, comme dans l'Est du pays.

Par ailleurs, les différents partenaires du gouvernement peuvent, eux-aussi, constituer le problème dans la mesure où leurs interventions sont essentiellement motivées par des intérêts économiques. Il est, sans doute, de constater qu'ils interviennent dans une double vitesse pour un pourrissement de la situation afin d'en tirer des dividendes le plus longtemps possible. Ce qui nous fait référer à la présence de la MONUSCO pendant plus de deux décennies sur le sol congolais et la crise de confiance qui s'en est suivie ont été à la base des manifestations contre la force des Nations-Unies à Goma, à Butembo, à Beni, à Kanyabayonga, à Kasindi au Nord-Kivu et à Uvira au Sud-Kivu dans l'Est du Congo. D'où le vocable métaphorique MONUSCO comme « Mission des Nations-Unies pour le Stationnement du Congo ». L'insécurité en RDC et au Nord-Kivu en particulier reste profitable aux pays de la région et du monde³⁵. Perduré depuis 1996, le conflit congolais demeure un carrefour de plusieurs acteurs attirés par les ressources du sol et du sous-sol au côté soit du gouvernement soit des rébellions. Ce qui semble justifier le rôle nocif des puissances étrangères lorsqu'elles ne semblent pas faciliter la quiétude. La carte ci-dessous renseigne sur la trajectoire des flux commerciaux des marchés de la violence au Nord-Kivu en particulier en RDC en général (minerais et autres ressources naturelles). Contengents

³⁴On parle de '*commercialisme militaire*' lorsqu'un État soutient soit un gouvernement (cas du Zimbabwe) soit des rebelles (cas du Rwanda et de l'Ouganda) en RDC, en échange d'avantages matériels ou de position monopolistique. Des considérations d'ordre mercantile déterminent alors les décisions stratégiques et militaires. D'où *un rôle nocif des puissances étrangères* par une sorte d'infiltration de l'État par des agendas étrangers/ internationaux.

³⁵Plus de cinquante-sept armées des États du monde sont présents sur le sol congolais en missions de maintien de la paix ou dans le cadre des opérations militaires conjointes pour le compte soit de l'ONU soit de la SADC, de la CIRGL et de l'EAC.

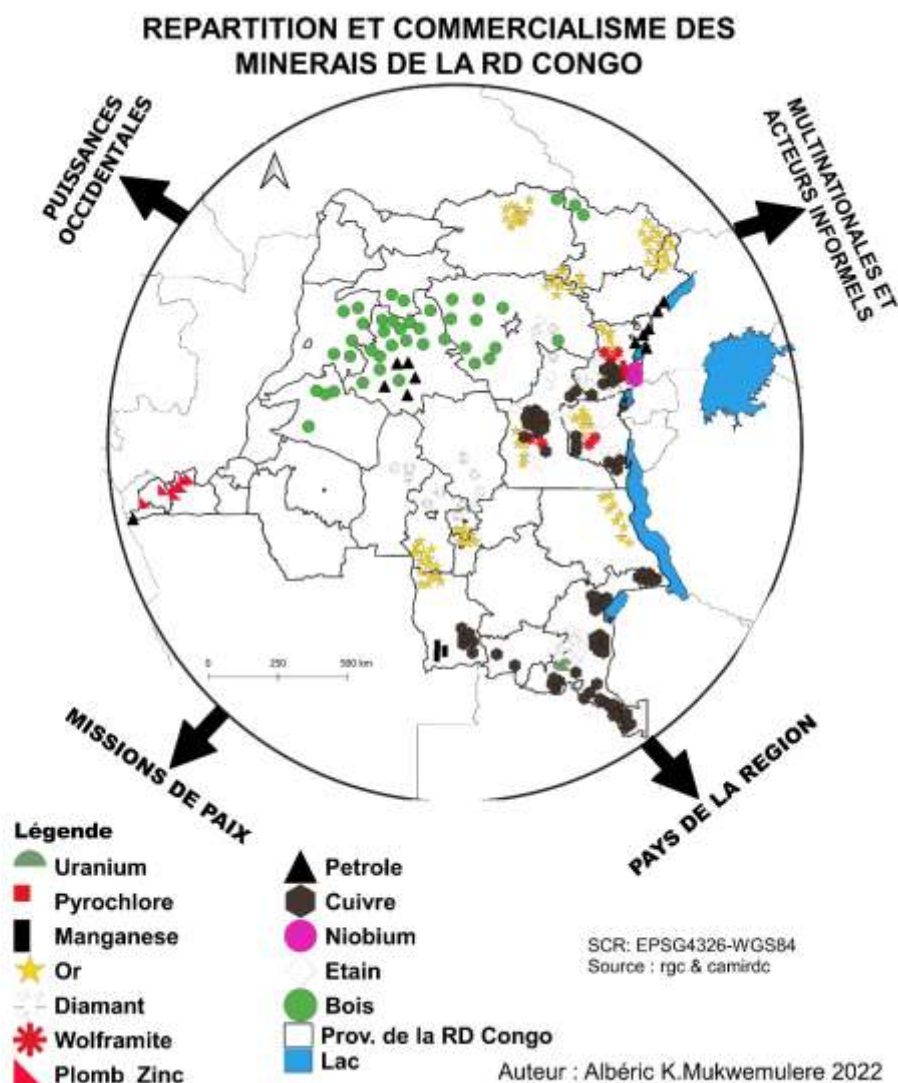


Fig. 6. Minerais et flux commerciaux des marchés de la violence de la RDC de 1996 et 2022

Il ressort de ce qui précède que les différents acteurs, à tous les niveaux, pour survivre, profitent de l'incapacité du pouvoir public d'assurer la sécurité publique et l'intégrité du territoire. Ainsi, l'économie reste un des aspects déterminant l'activisme et la persistance prolifique des groupes armés au Nord-Kivu. Dans cette logique, la pauvreté et l'exploitation des ressources, l'esprit du lucre/mercantiliste et de l'accumulation du capital pour certains acteurs, le flux illicite des matières premières, l'économie mondiale informelle en mettant en exergue quelques acteurs notamment la contrebande de produits illicites, les organisations criminelles, les trafiquants d'armes en liens avec le monde international des affaires et certains acteurs nationaux ou régionaux... sont quelques aspects économiques de l'insécurité et de contrôle des espaces dans la praxis des groupes armés au Nord-Kivu.

C'est à ce niveau que les rapports d'experts des Nations-Unies faisaient état d'enrichissement d'officiers des armées rwandaise, ougandaise, zimbabwéenne, angolaise et namibienne grâce aux ressources congolaises. Ils mentionnaient également l'enrichissement des membres de l'élite congolaise. Ces experts ont montré comment l'extraction de ces ressources avait contribué au financement des groupes armés, alimentant ainsi la guerre. Outre, les pays présents en RDC à travers la mission onusienne (de la Monuc à la Monusco), les autres pays ayant participé activement dans les différentes phases du conflit en RDC depuis 1996 à 2022 sont : le Rwanda, l'Ouganda, le Burundi, l'Angola, le zimbabwe, la Namibie, le Kenya, le Soudan du Sud. Plusieurs facteurs expliquent la persistance de la conflictualité sans oublier que les phénomènes sociaux comme celui du conflit en RDC résultent par nature d'interactions complexes. Cette tendance ne réduit pas la réalité complexe à de seules motivations utilitaristes ou praxéologiques. Il sied de noter que cette prédation est aussi facilitée par des acteurs locaux ou internes (officiels et informels).

III. CONCLUSION

Dans cette dissertation, il a été question de décrypter les dimensions politiques et économiques de la persistance des groupes armés et de l'insécurité au Nord-Kivu.

Les aspects politiques font surtout référence aux groupes armés comme filières de positionnement politique, administratif et militaire (position d'une fréquence de 66 soit 38,6% de répondants), de représentation géo politico-ethnique (position soutenue par une fréquence de 47 soit 27,5% de réponses), les accords de partage du pouvoir (fréquence 39 soit 22,8%) et le conflit foncier et du pouvoir locale et/ou coutumier (fréquence 19 soit 11,5%), voir *tableau 1*. De cette dimension, il est ressorti que les groupes armés sont une filière de positionnement socio politique.

Aussi, les aspects économiques de la persistance des groupes armés sont dictés par le contrôle des espaces et l'exploitation des ressources (position d'une fréquence de 93 soit 62,8%), l'émergence des réseaux de trafic mafieux et le commercialisme militaire (position d'une fréquence de 55 soit 37,2%), voir *tableau 1*. De cette dimension, il est ressorti que les groupes armés sont une filière de positionnement socio-économique au niveau local, national et international.

Ces diverses dimensions justifient la perpétuation des groupes armés et de l'insécurité au Nord-Kivu. En effet, l'accès à une portion de l'espace à occuper constitue, pour les acteurs, un atout majeur d'instaurer ou d'exercer un type d'administration "parallèle" sur ses populations et l'exploitation des ressources naturelles du sol et du sous-sol de cet espace.

Bibliographie

- [1]. Cattaruzza Amaël, "Zones grises, interstices durables de la carte politique ? Relecture critique d'un concept géopolitique", In Bulletin de l'Association de géographes français, 89^e année, 2012, pp. 104-120 (Sous la direction de Roland Pourtier et Stéphane Rosière) ;
- [2]. Chevallier Jacques et Loschak Danièle, Science administrative Tome I, LGDJ, Paris, 1978.
- [3]. Collier Paul, The Economic Causes of Civil Conflict and their Implications for Policy, Washington D.C., the World Bank, 2000.
- [4]. Choplin Armelle et Pliez Olivier, "Un Sahara, des sahara-s. Lumière sur un espace déclaré "zone grise", In Géoconfluence, 2013.
- [5]. Collier Paul and Hoeffler Anke, « On Economic Causes of Civil War », New-York, Oxford University Press, papers 50 (4), 1998, pp.563-573.
- [6]. COSCAE, asbl, État de lieux du business du kidnapping au Nord-Kivu : qui est la prochaine victime, août 2017 ;
- [7]. Diangitukwa Fweley, Qu'est-ce que le pouvoir ? Questions contemporaines, L'Harmattan, Paris, 2004.
- [8]. GEC-Baromètre sécuritaire, mai 2018-mai 2019
- [9]. Georges Lavroff Dimitri, Histoire des idées politiques de l'Antiquité à la fin du XVIII^{ème} Siècle, 5^{ème} éd., Dalloz, Paris, .
- [10]. GRACE asbl, Le Nord-Kivu (Zaire) à feu et à sang par des conflits interethniques : informations générales et pistes de solutions, Goma, juin 1993.
- [11]. Kada Nicolas et Mathieu Martial, Dictionnaire d'Administration publique, Collection Droit et Action publique, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, 2014.
- [12]. Le Gourielle Sonia, « La menace stratégique des États faibles : quand les faits relativisent la théorie », In Note de recherche stratégique n°18, IRSEM, Paris, 2001.
- [13]. Luntumbue Michel, « Piraterie et insécurité dans le golfe de Guinée : défis et enjeux d'une gouvernance maritime régionale ». Note d'analyse du GRIP le 30 Septembre 2011. [http : //www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp.N=simple O=969](http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp.N=simple O=969), site visité à Goma, le 21/11/2021.
- [14]. Marysse Stefaan et Reynjents Filip, op.cit, L'Harmattan, Paris, 2000.
- [15]. Mathieu Paul et Willame Jean-Claude, Conflits et guerres au Kivu et dans la région des Grands-Lacs. Entre Tensions locales et escalade régionale, L'Harmattan, Paris, 1999.
- [16]. Massaer Diallo, « Défis sécuritaires et hybridation des menaces dans la zone sahélo saharienne »,
- [17]. http://www.iepscipsao.org/index.php?option=com_content&view=article&id=75&Itemid=56 Baldefis-securitaires-et-hybridation-des-menaces-dans-la-zone-sahelo-saharienne catid=42 3 Atravaux et-publication itenid=56, site consulté à Goma le 24 mai 2015 à 16h17.
- [18]. Mba Talla Modeste Paulin , op.cit, p.74.
- [19]. Mbembe Achille, Sortir de la grande nuit : Essai sur l'Afrique décolonisée, Paris, La Découverte, 2010.
- [20]. Maindo M. Ngonga Alphonse , Des conflits locaux à la guerre régionale en Afrique Centrale. Le Congo-
- [21]. Kinshasa orientale (1996-2007), Paris, L'Harmattan, 2007.
- [22]. Maindo M. Ngonga Alphonse, « Les violences au Congo-Kinshasa : héritages du passé et pesanteur des

- [23]. représentations ». Des conflits locaux à la guerre régionale en Afrique Centrale. Le Congo-Kinshasa orientale (1996-2007), Paris, L'Harmattan, 2007.
- [24]. Minassian Gaïdz (2011), voir www.géoconfluences.ens-lyon.fr, site consulté à Kinshasa, le 19/7/2022.
- [25]. Nest Michael, Grignon François et alii, République Démocratique du Congo. Les enjeux économiques de la guerre et de la paix, Éd. International Peace Academy, Kinshasa, 2011, p.33.
- [27]. Nicinski Sophie, Autin Jean-Louis, Daray Gilles et Duran Patrice, La puissance publique, Actes du colloque de Grenoble, Éd. Lexis Nexis, Grenoble, 2012.
- [29]. Nzereka Mughendi Nissé, Les déterminants de la paix et de la guerre au Congo-Zaïre, éd. P.I.E. Peter Lang, Bruxelles, 2011.
- [30]. Philippe Hugon, l'économie des conflits en Afrique, In « Revue internationale et stratégique », 2001/3 n°43, <http://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2001-3-page-152.htm>.
- [31]. Rapports annuels du Territoire de Rutshuru, exercices 2018 et 2019
- [32]. STAREC et ISSSS, Stratégie provinciale et plan d'action de stabilisation pour la Province du Nord-Kivu, Goma, le 27/02/2015, p.1 (103 pages).
- [34]. Verhaegen Benoît, Introduction à l'histoire immédiate, Duculot, Gembloux, 1974.
- [35]. Vlassenroot Koen, Mudinga Émery et Musamba Josaphat, Retour circulaire : navigation entre la vie de civil et de militaire à l'Est de la RDC, Groupe d'Études sur les Conflits, la Sécurité Humaine (GEC-SH), Bukavu, 2020, (<http://gecshceruki.org> ou <http://creativecommons.org>.)
- [37]. Weber Max, Le savant et la politique, Paris, Plon, Coll. 10/18, 1959 et Union Générale d'Édition, 1963.
- [38]. Thomas M. Callaghy et al, Intervention and transnationalism in Africa : global-local networks of power, Cambridge/; New York, Cambridge University Press, 2001(a).
- [39]. Thomas M. Callaghy et al, « From Reshaping to Resizing a Failing State? the Case of the Congo/Zaire », in Brendan O'Leary, Ian Lustick, Thomas Callaghy (eds), Right-sizing the State The Politics of Moving Borders, Oxford University Press, Oxford, 2001, p.13.